

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
13, Place de la Paix
15000 AURILLAC

Aurillac, le 07/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025 – carrière de « Foufouilloux » à Virargues

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMERYS FILTRATION FRANCE

7 rue du Stade - BP 42 - 15300 Murat

Références : 20251007-RAPINSP-15-199-Imerys-Virargues-projet-stabulation
Code AIOT : 0005602637

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement IMERYS FILTRATION FRANCE implanté au lieu-dit Foufouilloux 15300 Virargues. L'inspection a été annoncée le 19/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le GAEC du bon temps, qui exploite des terrains situés dans l'emprise de l'ancienne carrière de «Foufouilloux Nord», porte un projet de stabulation agricole. L'emplacement optimal du projet est situé à proximité des réseaux existants, dans l'ancienne emprise de la carrière «Foufouilloux Nord», mais dans une partie reprise dans l'autorisation de la carrière «Foufouilloux sud».

La visite visait à examiner la faisabilité de l'opération de sortie de l'emprise de carrière des terrains concernés par le projet de stabulation agricole.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS FILTRATION FRANCE
- Foufouilloux Nozerolles 15300 Virargues
- Code AIOT : 0005602637
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

IMERYS exploite au lieu-dit "Foufouilloux" une carrière de diatomite, les matériaux extraits alimentent l'usine située à Murat à quelques kilomètres. Le transfert est réalisé par la route. L'extraction est saisonnière (arrêt en période hivernale). La carrière se trouve à l'aplomb du village de Foufouilloux. Elle a fait l'objet d'une prolongation d'autorisation par APC du 7/04/2022 pour une dernière phase d'extraction de 5 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 09/10/2013, article 10-2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Modifications	Code de l'environnement du 25/09/2025, article R.181-46-II

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La participation des différentes parties prenantes à la visite confirme leur accord sur la cession des terrains (environ 15000 m²) en vue de la réalisation du projet de stabulation agricole.

L'emplacement projeté pour le bâtiment destiné à la stabulation, à proximité de l'accès par la voie routière et des réseaux (eau/électricité), et à proximité de l'ancienne grange (qui pourrait également être cédée à la fin de l'autorisation de carrière) est le plus favorable du point de vue du GAEC du bon temps, porteur de projet et d'Imerys, propriétaire actuel du terrain et exploitant de la carrière. Le maire de la commune est également favorable à ce projet.

Sur le plan environnemental, la réalisation de la stabulation à cet emplacement plutôt que dans le vallon reconstitué sur la partie aval de l'ancienne carrière « Foufouilloux Nord » est également de moindre impact, sur le plan paysager en particulier.

Les terrains concernés ont été libérés de tout matériel, équipement et construction. Le contrôle visuel lors de la visite de terrain n'a mis en évidence aucune zone de pollution apparente.

Il est par ailleurs constaté au niveau de l'ancienne grange la présence de bidons de produits liquides potentiellement polluants hors rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/09/2025, article R.181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : <i>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]</i>
Constats : Un porter à connaissance a été déposé le 23 mai 2025. Il vise à demander d'extraire de l'emprise "carrière" des terrains destinés à accueillir une stabulation agricole en anticipation de la fin d'activité programmée en 2030. Ces terrains ne sont pas concernés par la partie en extraction, ils sont situés sur l'emprise de l'ancienne carrière dite "Foufouilloux Nord", qui a fait l'objet d'une notification de fin d'activité le 22 décembre 2021. La modification qui réduit l'emprise est compatible avec la continuité d'activité de la carrière est non substantielle. Un rapport dédié au porter à connaissance sera établi par ailleurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2013, article 10-2
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Prescription contrôlée : [...] <i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <i>Lorsque le stockage est constitué de récipients de capacité unitaire inférieure à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des récipients sans être inférieure à 1000 litres, ou la capacité totale si celle-ci est inférieure à 1000 litres.[...]</i>
Constats : A l'intérieur de l'ancienne grange, des stockages de produits liquides polluants en bidons sont présents. Des bidons sont stockés à même le sol, hors rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de vérifier la capacité de rétention et de soit supprimer, soit mettre sur rétention, les bidons posés à même le sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois